Lait : producteurs et industriels devront s'entendre

Ils se retrouveront, mercredi, pour négocier le prix du lait en 2010. Et pour parler de l'épineux problème de compétitivité face au lait allemand.

Après trois semaines de fortes tensions, producteurs de lait et industriels devraient se retrouver, mercredi après-midi, pour des négociations qui s'annoncent complexes. Cette semaine, Bel et Lactalis, deux poids lourds, ont fait un petit pas en avant. Ils ont accepté d'augmenter leur prix de 10 % cette année. Ils ont ainsi répondu à la demande des producteurs de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) : 300 € les mille litres (prix moyen de base).

« Nous devrions être un tout petit peu au-dessus », indique Gilles Psalmon, directeur général de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL). Mais il faudra que les autres industriels (Bongrain et les coopératives Laïta et Sodiaal) acceptent, eux aussi, de faire le geste attendu.

Thomas Bregardis

Les opérations menées par les producteurs de lait dans les grandes surfaces ont eu un certain impact sur les consommateurs.

Le succès des opérations de «stickage»

L'autre gros dossier, tout aussi épineux, est celui de l'intégration d'un nouveau critère, en 2011, dans la fixation du prix. Il s'agit de prendre en compte l'écart entre le prix allemand (moins cher) et le prix français (plus cher). **« Nous sommes prêts à discuter de la mise en place d'un nouveau système**, explique Gilles Psalmon. **Mais la compétitivité ne se mesure pas seulement au regard du prix de la matière première... »**

La FNSEA a déjà prévenu : s'il n'y a pas d'accord, mercredi, les opérations de « stickage » et d'appel au boycott des marques dans les grandes surfaces reprendront. Des actions assez nouvelles, originales, qui ont eu un certain impact sur les consommateurs.

Reste que contrairement aux Anglo-Saxons, les Français n'ont pas la mentalité du boycott. Sauf s'il sert leurs intérêts. **« Ils ont plutôt tendance à consommer de manière opportuniste »**, indique la psychosociologue Danièle Rapoport. Qui ajoute qu'ils ne se priveront pas d'un produit, **« à moins de quelque chose de très dramatique »**. Comme le veau aux hormones au début des années 80.

Les industriels n'ont pas encore chiffré les pertes enregistrées à la suite des opérations contre leurs produits. Pas sûr, d'ailleurs, qu'elles soient importantes. En revanche, ils se disent persuadés qu'en termes d'image, l'impact sera fort dans la population. Au moment où ils mettent en avant, dans leur communication, leur responsabilité sociale vis-à-vis du monde agricole...

Yann BESSOULE.

OGM : 70 pieds de vigne arrachés

Les faucheurs écolos ont frappé à Colmar. Le directeur de l'Inra, ulcéré, proteste contre « cet acte gravissime pour la recherche ».

La parcelle de pieds de vigne transgénique était pourtant protégée par **« un double grillage, des barbelés militaires, une alarme anti-intrusion et des caméras de vidéosurveillance »**, explique Jean Masson, directeur du site de l'Inra – Institut national de la recherche agronomique – à Colmar. Mais vers 5 h, hier, 61 faucheurs anti-OGM, venus de toute la France, ont réussi à s'introduire dans le champ. La police est arrivée dix minutes plus tard. Les écologistes se sont enfermés avec des chaînes et ont eu le temps d'arracher les plans.

Ces pieds de vigne transgénique avaient été plantés en 2005. Les recherches portaient sur le court-noué, une maladie virale qui infecte les vignes et peut les détruire.

« Nous n'avons pas arraché ces plans, nous les avons déterrés, expliquent les faucheurs. **Nous avons agi dans la non-violence, à visage découvert. L'argent public finance les OGM. Ces essais s'effectuent en plein champ et nous n'en voulons pas. »**

Le directeur de l'Inra fustige un acte **« gravissime » : « Ils se prétendent bio, mais ils ouvrent grand la porte aux multinationales qui imposent l'utilisation des OGM. C'est débile ! Ils empêchent la connaissance d'avancer. »** Les ministères de l'Écologie et de l'Agriculture **« condamnent fermement »** cette destruction. Ils soulignent que **« des conditions strictes avaient été prévues pour éviter tout risque de dissémination ».**

L'Inra a porté plainte. Hier, les faucheurs ont été entendus au commissariat de Colmar, puis relâchés. Leur dossier sera transmis au parquet qui décidera des suites à donner.

Gruyère

La bagarre entre producteurs français et suisses faisait rage. Les premiers réclamaient une Appellation d'origine contrôlée pour leur gruyère. Les seconds, qui ont cette AOC, leur contestaient ce droit. La Commission européenne traînait des pieds, jugeant que le dossier bleu-blanc-rouge avait des trous. Hier, la presse suisse a fait cocorico : les Français ont abandonné leur démarche. Ironie de l'histoire : ces deux gruyères n'ont pas du tout le même goût.

La mixité dessert parfois les filles

À l'école, les enseignants sont souvent plus attentifs aux garçons, plus exigeants avec eux.

Les professeurs ont tendance à faire inconsciemment des différences entre les sexes, même si, officiellement, aucune distinction n'est établie entre les élèves. C'est ce que révèle une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Les maîtres consacrent davantage de temps aux garçons (56 %). Ceux-ci reçoivent un enseignement plus personnalisé **« alors que les filles sont perçues et traitées comme un groupe. »** Les filles sont notées plus sévèrement. **« Les professeurs semblent soucieux de ne pas se laisser déborder par les garçons, ce qui les rend très attentifs à leur comportement »**, analyse la sociologue Marie Duru-Bellat. En maths, discipline réputée « masculine », on en attend plus des garçons. Résultat : à niveau égal, les adolescentes ont nettement moins confiance en elles que leurs petits camarades.

Cette étude ne doit pas inciter à séparer filles et garçons, prévient Marie Duru-Bellat. **« Le retour à la non-mixité aurait une connotation symbolique désastreuse. »** Les différences de traitement entre les sexes peuvent être positives. **« Le fait que les enseignants consacrent moins de temps aux filles peut les pousser à travailler de façon plus autonome »**, sans aide, comme des grandes.

Phovoir

Les filles sont plus souvent laissées en autonomie que les garçons.

Et cela leur réussit : 71 % des filles (contre 57 % des garçons) décrochent leur bac, puis 32 % d'entre elles (contre 21 % des garçons) obtiennent une licence. Las ! Pour l'accès aux postes de responsabilités et aux gros salaires, ce sont les messieurs qui raflent la mise.

La France s'arme contre les cyber-attaques

L'Allemagne a annoncé qu'elle a été victime de nombreuses attaques informatiques. Nicolas Arpagian, auteur de *La cybersécurité,* expose la politique française dans ce domaine.

Le ministre de la Défense allemand a déploré, la semaine dernière, le nombre de cyber-attaques contre son pays. Qu'en est-il de la France ?

La France ne communique pas sur ce sujet. En janvier 2009, le système informatique du ministère français de la Défense a été contaminé par le programme *Consicker*, sorte de virus obligeant les services à déclencher un système de secours. Cela peut prendre une autre ampleur. La Russie, en 2008, a mis hors d'état de fonctionnement le système informatique de l'armée géorgienne, au début de la guerre. Toute l'aviation de la Géorgie est restée clouée au sol.

Connaissez-vous d'autres exemples de cyber-attaques ?

En Afghanistan, les Américains utilisent des drones pilotés depuis les États-Unis. Les talibans, grâce à un logiciel coûtant 26 dollars, ont réussi à intercepter les images envoyées par ces engins coûtant trois à quatre millions de dollars ! Certaines attaques ne visent pas à détruire les systèmes de communication, mais à agir sur le contenu, pour faire une campagne de dénigrement.

Comment la France se défend-elle contre les cyber-attaques ?

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, en 2008, a prévu la création de l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (Anssi). Sa mission : faire en sorte que les systèmes d'information stratégiques de l'État ou des grandes industries soient moins fragiles. D'une centaine de soldats à sa création, elle va passer à 250 personnes en 2012. Dans le contexte budgétaire, cela témoigne d'un effort certain.

La France mène-t-elle des actions offensives ?

Officieusement, c'est la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) qui s'en occupe. La doctrine choisie par la France est contestable. C'est une transposition de la dissuasion nucléaire en matière cybernétique. Sans jamais indiquer leurs capacités de nuisance, les autorités communiquent le message suivant : « Si vous nous attaquez, la riposte sera terrible. » Une méthode contestable sur Internet, où la guerre asymétrique atteint son paroxysme. Des grandes sociétés ou des organisations terroristes peuvent rivaliser avec les États.

Quelle stratégie, selon vous, doit être adoptée par la France ?

La cybersécurité est avant tout une affaire d'hommes. Plus que des programmes coûteux, il faut recruter de bons cerveaux. Mais les as de l'informatique peuvent très bien faire carrière dans les services de sécurité des grandes sociétés. C'est pourquoi il est très important que la France se donne les moyens d'attirer ces profils et qu'elle développe des partenariats public-privé pour connaître les dernières évolutions.

Recueilli par
Pierre DUQUESNE
et **Guillaume BOUNIOL.**

La cybersécurité, 128 pages, Que sais-je ?, PUF, à paraître, septembre 2010.

La France en bref

Les bonnes boutiques des aéroports de Lyon et Roissy

D'après une étude réalisée par le Centre britannique de recherche sur le commerce de détail, les aéroports français de Lyon Saint-Exupéry et de Paris Charles de Gaulle (Roissy) offrent les boutiques hors taxes les plus compétitives en Europe. Celles de Lyon offrent des prix moyens inférieurs de 11,9 % par rapport aux magasins traditionnels, quand celles de Roissy sont à - 11,5 %. Derrière ce duo de tête, on trouve les zones hors taxes des aéroports d'Amsterdam, Francfort, Gatwick (sud de Londres), Barcelone, Madrid, Rome, Berlin et Heathrow (à l'ouest de Londres).

Le difficile travail des cellules de reclassement

Après la mise en place de plans sociaux, des cellules spécialisées aident les salariés à retrouver un emploi. D'après Dominique Paucard, du cabinet Syndex, ces cellules reclassent durablement entre 40 % et 50 % des licenciés. La vitalité du bassin d'emplois, l'âge, la qualification, la mobilité sont des éléments importants. Mais souvent, « les gens sont mécontents car il est rare qu'on leur repropose un travail de la même qualité que celui qu'ils ont perdu ». Et avec la crise, les délais s'allongent.

Investisseurs : la France doit soigner son image

Si elle veut attirer davantage d'investisseurs étrangers, la France doit améliorer son image. C'est ce qu'il ressort d'un rapport parlementaire sur l'attractivité de l'Hexagone. Pour l'heure, cette image n'est « pas bonne, parfois caricaturale », relève le député Paul Giacobbi. « La France est perçue comme une nation sur la défensive et qui semble ne pas accepter l'ouverture des frontières de la mondialisation », indique-t-il notamment.

Japon : Le Pen visite un sanctuaire controversé

Accompagné d'autres dirigeants politiques européens d'extrême droite, le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, a visité, samedi à Tokyo, sans « aucun complexe », le sanctuaire controversé de Yasukuni. Ce temple honore la mémoire des soldats tombés pour le Japon lors de la Seconde Guerre mondiale et celle de criminels de guerre condamnés par les Alliés.

Lourdes : fausse alerte à la bombe au sanctuaire

AFP

Environ 30 000 pèlerins ont été évacués, hier après-midi, des Sanctuaires de Lourdes, où était célébrée la fête de l'Assomption, à la suite d'une alerte à la bombe. Un appel anonyme « reçu au commissariat » annonçait l'explosion de « quatre bombes, à 15 h, sur le site des Sanctuaires ». Le dispositif de recherches mis en place a été levé sans qu'aucun explosif n'ait été découvert par les démineurs de la police. Le parcours de procession du 15 août, moment fort du pèlerinage, a démarré comme prévu à 16 h 30, « de façon à perturber le moins possible l'événement cultuel », a indiqué le préfet des Hautes-Pyrénées, René Bidal. La précédente alerte à la bombe sur le site de Lourdes datait du 27 octobre 2002.

Diplômes infirmiers : accord franco-québécois

Un accord permettant la reconnaissance mutuelle des diplômes infirmiers entre la France et le Québec a été signé, vendredi, par la ministre française de la Santé. Pour qu'un infirmier français exerce au Québec, il doit être autorisé à exercer en France et réussir un stage d'adaptation de 75 jours, au Québec. Les mêmes conditions s'appliquent dans l'autre sens. Pour Roselyne Bachelot, « cet accord ouvre des perspectives professionnelles particulièrement intéressantes pour les infirmiers des deux pays ».

Sécurité : la proposition d'Estrosi rejetée à gauche

Le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, a proposé, samedi, de sanctionner financièrement les municipalités jugées défaillantes en matière de sécurité. Une déclaration jugée « impudente » par le Parti de gauche, qui souligne que Christian Estrosi, également maire de Nice, « viole sciemment la loi en refusant de construire 20 % de logements sociaux dans sa ville ». Marie-Georges Buffet, ex-secrétaire nationale du Parti communiste français, l'a accusé de vouloir « nous faire vivre sous le règne du western et de ses shérifs », tandis que le président socialiste de la Région Midi-Pyrénées, Martin Malvy, a dénoncé « un geste de violence » à l'égard des maires.

Présidentielle 2012 : Eva Joly est intéressée

« Oui, l'élection présidentielle m'intéresse », a déclaré Eva Joly, dans un entretien à *Sud-Ouest Dimanche*, alors que les Journées d'été d'Europe Écologie débutent jeudi à Nantes. Selon le *Journal du Dimanche*, Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts et autre candidate potentielle, aurait choisi de ne pas se présenter pour « œuvrer à la victoire de la gauche ».

Une alpiniste russe se tue dans le Mont-Blanc

Cette femme de 32 ans effectuait l'ascension du Mont-Blanc avec trois amis ukrainiens et russes, lorsqu'elle a fait une chute de plus de 200 mètres dans une crevasse. Son corps a été retrouvé dimanche matin. Elle serait morte de froid. Quatre sauveteurs étaient partis à son secours. Mais, emportés par une avalanche, deux des hommes ont été blessés.